

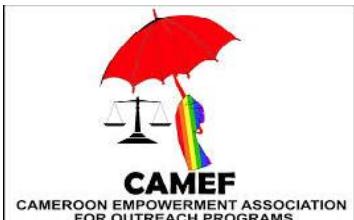


OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS

PHASE PILOTE

« RAPPORT NATIONAL DE VIOLATION DES DROITS HUMAINS »

Septembre 2016- Février 2017



RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET
DE LEURS DEFENSEURS

Février 2017

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com, camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr

Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



Sommaire

LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS	2
I- CONSTITUTION ET TEXTES RATIFIES PAR L'ETAT DU CAMEROUN	5
II- AVERTISSEMENT	10
PREFACE	11
III- INTRODUCTION GENERALE.....	12
IV- PRESENTATION DE L'OBSERVATOIRE.....	14
A- MISSIONS	16
B- ACTIVITES DE L'OBSERVATOIRE	16
C- FONCTIONNEMENT & STRATEGIE DE DEPLOIEMENT DE L'OBSERVATOIRE.....	17
V- RAPPORT DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS	21
A- CLASSIFICATION PAR REGION	21
1- CENTRE / YAOUNDE	22
2- Littoral – Douala	30
3- Ouest - Bafoussam	33
4- Est – Bertoua.....	37
5- Nord - Garoua.....	37
6- Sud - Kribi.....	39
B- CLASSIFICATION SELON LA NATURE.....	40
VI- TABLEAU RECAPITULATIF DES CAS DE VIOLENCE RECENSES / Phase pilote	42
ETAT DES DETENUS LGBTI A LA PRISON CENTRALE DE YAOUNDE.....	52
VII- ANALYSE EVALUATIVE DE LA PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE	53
VIII- RECOMMANDATIONS :.....	54
IX- CONCLUSION :.....	55



LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS

AAH : Association pour l'assistance humanitaire

ACS : Action contre le SIDA

AJO : Avenir Jeune de l'Ouest

AJSG: Association des Jeunes Solidaires de Garoua

AMSHER: African Men for Sexual Health and Rights

CAMFAIDS: CameroonianFoundation for AIDS

CADHP: Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples

CNDHL: Commission National

CERLUDHUS: Centre de Réflexion et de Lutte pour les Droits Humains et le SIDA

EPU : Examen Périodique Universel

FIDH: Fédération Internationale des Ligue des Droits Humains

LGBTI : Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transgenre, Intersexué

ONU : Organisation des Nations Unies

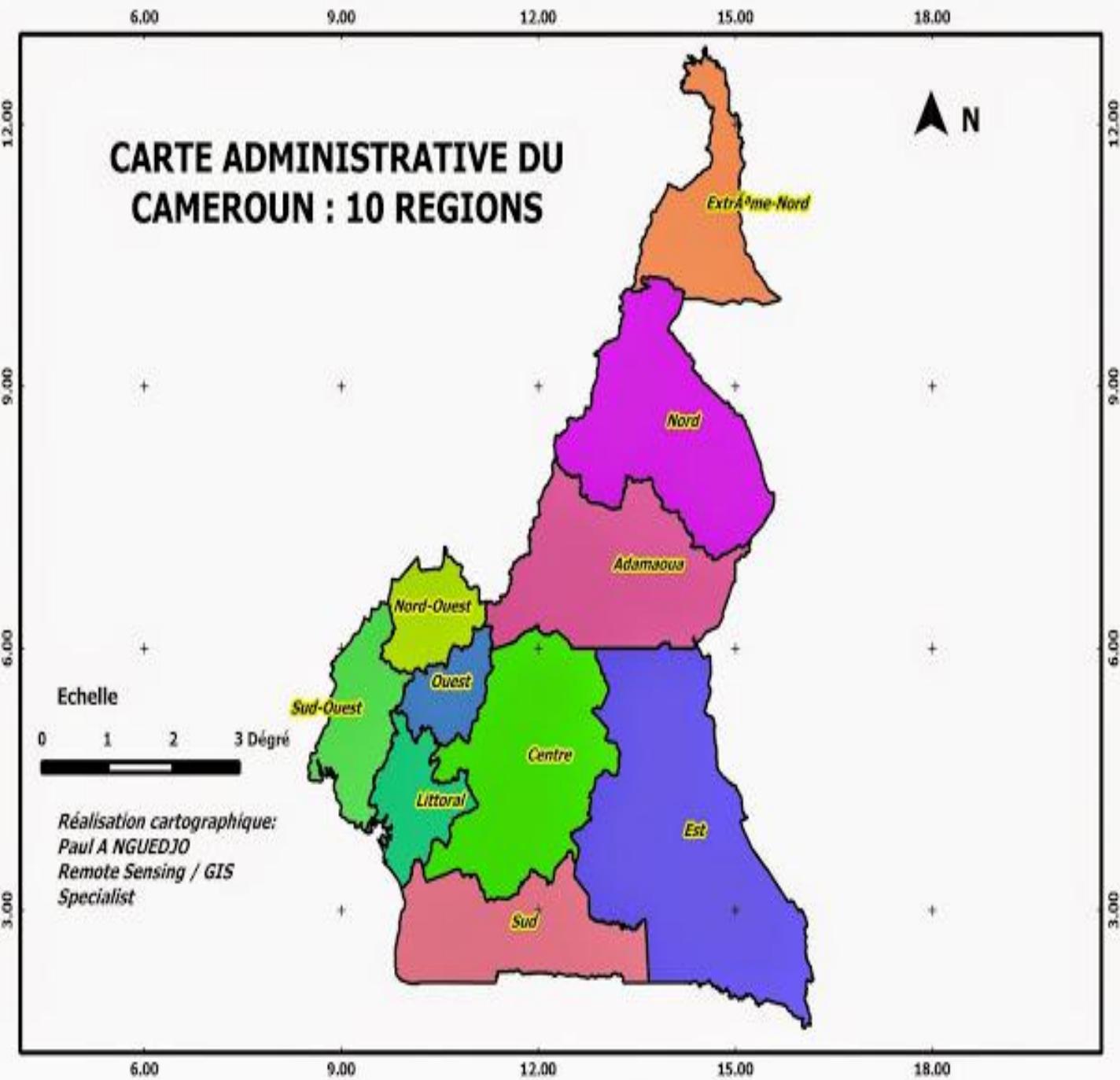
ONUSIDA : Organisation des Nations Unies de lutte contre le SIDA

OSC : Organisation de la Société Civile

ONG : Organisation non Gouvernementale

REDHAC: Réseau des Défenseurs des Droits Humains de l'Afrique Centrale

Carte administrative du Cameroun



3

RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET
DE LEURS DEFENSEURS

Février 2017

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr

Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63

Carte associative du Cameroun (LGBTI)



LEGENDE



REGION DU CENTRE

- CAMFAIDS
- AFFIRMATIVE ACTION
- ADEPEW
- TRESOR PROGRES
- LADYS CORPORATION
- CERLUDHUS
- ENFANTS D'AFRIQUE



REGION DU LITTORAL

- ADEFHO
- COFENHO
- SID'ADO
- ELLES
- ALCONDOMS
- AMIS DU COEUR



I- CONSTITUTION ET TEXTES RATIFIES PAR L'ETAT DU CAMEROUN

• LA CONSTITUTION

PREAMBULE

LE PEUPLE CAMEROUNAIS

Fier de sa diversité linguistique et culturelle, élément de sa personnalité nationale qu'elle contribue à enrichir, mais profondément conscient de la nécessité impérieuse de parfaire son unité, proclame solennellement qu'il constitue une seule et même nation, engagée dans le même destin et affirme sa volonté inébranlable de construire la patrie camerounaise sur la base de l'idéal de fraternité, de justice et de progrès ;

Jaloux de l'indépendance de la Patrie camerounaise chèrement acquise et résolu à préserver cette indépendance ; convaincu que le salut de l'Afrique se trouve dans la réalisation d'une solidarité de plus en plus étroite entre les peuples africains, affirme sa volonté d'œuvrer à la construction d'une Afrique unie et libre, tout en entretenant avec les autres Nations du monde des relations pacifiques et fraternelles conformément aux principes formulés par la charte des Nations Unies.

Résolu à exploiter ses richesses naturelles afin d'assurer le bien-être de tous en relevant le niveau de vie des populations sans aucune discrimination, affirme son droit au développement ainsi que sa volonté de consacrer tous ses efforts pour le réaliser et se déclare prêt à coopérer avec tous les Etats désireux de participer à cette entreprise nationale dans le respect de sa souveraineté et de l'indépendance de l'Etat camerounais.

LE PEUPLE CAMEROUNAIS

Proclame que l'être humain, sans distinction de race, de religion, de sexe, de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés.

Affirme son attachement aux libertés fondamentales inscrites dans la déclaration universelle des droits de l'homme, la charte des Nations-Unies, la charte africaine des droits de l'homme et des peuples et toutes les conventions internationales y relatives et dûment ratifiées, notamment aux principes suivants :

- tous les hommes sont égaux en droits et en devoirs. L'Etat assure à tous les citoyens les conditions nécessaires à leur développement.
- l'Etat assure la protection des minorités et préserve les droits des populations autochtones conformément à la loi ;

- la liberté et la sécurité sont garanties à chaque individu dans le respect des droits d'autrui et de l'intérêt supérieur de l'Etat.
- tout homme a le droit de se fixer en tout lieu et de se déplacer librement, sous réserve des prescriptions légales relatives à l'ordre, à la sécurité et à la tranquillité publics ;
- le domicile est inviolable. Nulle perquisition ne peut avoir lieu qu'en vertu de la loi ;
- le secret de toute correspondance est inviolable. Il ne peut y être porté atteinte qu'en vertu des décisions émanant de l'autorité judiciaire ;
- nul ne peut être contraint de faire ce que la loi n'ordonne pas ;
- nul ne peut être poursuivi, arrêté ou détenu que dans les cas et selon les formes déterminées par la loi ;
- la loi ne peut avoir d'effet rétroactif. Nul ne peut être jugé et puni qu'en vertu d'une loi promulguée et publiée antérieurement au fait punissable ;
- la loi assure à tous les hommes le droit de se faire rendre justice ;
- tout prévenu est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie au cours d'un procès conduit dans le strict respect des droits de la défense ;
- toute personne a droit à la vie et à l'intégrité physique et morale. Elle doit être traitée en toute circonstance avec humanité. En aucun cas, elle ne peut être soumise à la torture, à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- nul ne peut être inquiété en raison de ses origines, de ses opinions ou croyances en matière religieuse, philosophique ou politique sous réserve du respect de l'ordre public et des mœurs ;
- l'Etat est laïc. La neutralité et l'indépendance de l'Etat vis-à-vis de toutes les religions sont garanties ;
- la liberté du culte et le libre exercice de sa pratique sont garantis ;
- la liberté de communication, la liberté d'expression, la liberté de presse, la liberté de réunion, la liberté d'association, la liberté syndicale et le droit de grève sont garantis dans les conditions fixées par la loi ;



- la nation protège et encourage la famille, base naturelle de la société humaine. Elle protège la femme, les jeunes, les personnes les personnes âgées et les personnes handicapées ;
- l'Etat assure à l'enfant le droit à l'instruction. L'enseignement primaire est obligatoire. L'organisation et le contrôle de l'enseignement à tous les degrés sont des devoirs impérieux de l'Etat ;
- la propriété est le droit d'user, de jouir et de disposer des biens garantis à chacun par la loi. Nul ne saurait en être privé si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la condition d'une indemnisation dont les modalités sont fixées par la loi ;
- le droit de propriété ne saurait être exercé contrairement à l'utilité publique, sociale ou de manière à porter préjudice à la sûreté, à la liberté, à l'existence ou à la propriété d'autrui ;
- toute personne a droit à un environnement sain. La protection de l'environnement est un devoir pour tous. L'Etat veille à la défense et la promotion de l'environnement ;
- tout homme a le droit et le devoir de travailler ;
- chacun doit participer, en proportion de ses capacités, aux charges publiques ;
- tous les citoyens contribuent à la défense de la patrie ;
- l'Etat garantit à tous les citoyens de l'un et de l'autre sexes, les droits et libertés énumérés au préambule de la Constitution.

- **CODE PENAL**

Article 2 — Application générale et spéciale.

(1) Les règles de droit international ainsi que les traités dûment promulgués et publiés s'imposent au présent code ainsi qu'à toute disposition pénale.

- **DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME 1948**

Article 1

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

7

**RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET
DE LEURS DEFENSEURS**

Février 2017

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr

Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



Article 2

1. Chacun peut se prévaloir de tous les droits et detoutes les libertés proclamés dans la présenteDéclaration, sans distinction aucune, notammentde race, de couleur, de sexe, de langue, de religion,d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou Sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

2. De plus, il ne sera fait aucune distinction fondéesur le statut politique, juridique ou international dupays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant,sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

Article 3

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article 5

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

- **RESOLUTION 275 DE LA COMMISSION AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES**

Adoptée lors de la 55^{ème} Session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples tenue du 28 avril au 12 mai 2014, à Luanda, Angola

Vivement préoccupée par les actes de violence et autres violations des droits humains qui continuent d'être commis contre des personnes dans plusieurs parties de l'Afrique du fait de leur identité ou orientation sexuelle réelle ou supposée ;

Notant que de telles violences comprennent le « viol correctif », les agressions physiques, la torture, le meurtre, les arrestations arbitraires, les détentions, les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, l'extorsion et le chantage ;

Egalement préoccupée par les cas de violence et les violations des droits de l'homme commises par les acteurs étatiques et non étatiques et ciblant les défenseurs des droits de l'homme et les organisations de la société civile intervenant sur les questions de l'orientation sexuelle ou de l'identité sexuelle en Afrique ;

Profondément préoccupée par l'incapacité des organes d'application de la loi à enquêter avec diligence et à poursuivre les auteurs de violence et d'autres violations des droits humains ciblant des personnes sur la base de leur identité ou orientation sexuelle réelle ou supposée ;



1. **Condamne** la violence croissante et les autres violations des droits de l'homme, notamment l'assassinat, le viol, l'agression, la détention arbitraire et d'autres formes de persécution de personnes sur la base de leur identité ou orientation sexuelle réelle ou supposée ;
2. **Condamne** spécifiquement les attaques systématiques perpétrées par des acteurs étatiques et non étatiques contre des personnes sur la base de leur identité ou orientation sexuelle réelle ou supposée ;
 3. **Invite** les Etats parties à s'assurer que les défenseurs des droits de l'homme exercent leurs activités dans un environnement propice exempt de stigmatisation, de représailles ou de poursuites pénales en raison de leurs activités de défense des droits de l'homme y compris les droits des minorités sexuelles ;
4. **Prie instamment** les Etats de mettre un terme aux actes de violation et d'abus, qu'ils soient commis par des acteurs étatiques ou non étatiques, notamment en promulguant et en appliquant effectivement des lois appropriées interdisant et sanctionnant toutes les formes de violence, y compris celles ciblant des personnes sur la base de leur identité ou orientation sexuelle réelle ou supposée, en garantissant une enquête appropriée et la poursuite diligente des auteurs, ainsi que des procédures judiciaires adaptées aux besoins des victimes.

- **LOIS ANTI-CONSTITUTIONNELLES CONTRE LES PERSONNES LGBTI AU CAMEROUN**

- Code Pénal Camerounais, promulgué par la loi n° 2016/007 du 12 juillet 2016¹:

Article 347 Al 1

« Est punie d'un emprisonnement de six (06) mois à cinq (05) ans et d'une amende de vingt mille (20 000) à deux cent mille (200 000) francs, toute personne qui a des rapports sexuels avec une personne de son sexe. »

- Loi sur la Cyber sécurité et la cybercriminalité de 2010 au Cameroun :

«Art. 83. Al 1 : Est puni d'un emprisonnement d'un (01) à deux (02) ans et d'une amende de 500.000 (cinq cent mille) à 1.000.000 (un million) FCFA ou de l'une de ces deux peines seulement, celui qui par voie de communications électroniques, fait des propositions sexuelles à une personne de son sexe».



II- AVERTISSEMENT

Tous les cas identifiés et cités dans le cadre de ce rapport relèvent du strict travail de l'Observatoire National des Droits des Personnes LGBTI et de leurs Défenseurs du Cameroun.

Aucun organisme tant national qu'international ne saurait donner, ni approbation ni improbation aux opinions émises dans ce rapport. Celles-ci demeurent propres à l'Observatoire National des Droits des Personnes LGBTI et de leurs Défenseurs.



PREFACE

La Plateforme « UNITY » par la voix de l’Observatoire National des Droits des Personnes LGBTI et de leurs Défenseurs au Cameroun, à travers l’élaboration du présent rapport pilote sur l’état des Droits Humains (personnes LGBTI), donne la possibilité d’apprécier les efforts fournis par ce regroupement associatif pour le bien-être des personnes LGBTI et de leurs défenseurs dans la société camerounaise ainsi que des futures perspectives. La matérialisation de cette volonté a été l’une des grandes manifestations de la volonté associative. Ainsi, cet organe pourra mieux veiller au respect des droits et à la protection des personnes LGBTI et de leurs défenseurs dans tous les domaines de la société.

Par ailleurs, la volonté de travail en commun est venue renforcer la sécurité juridique des personnes LGBTI et de leurs défenseurs malgré la présence des lois anticonstitutionnelles (Article 347 al 1 du code pénal Cameroun et l’article 83 al 1&2 de la loi de 2010 sur la cyber sécurité et la cybercriminalité au Cameroun) qui renforcent de manière permanente les discriminations et l’homophobie ambiante dans la société camerounaise.

Tout à coté, cette initiative présente un climat d’opportunités de partenariat non seulement sur le plan national et régional mais aussi sur le plan international afin de permettre l’ouverture de notre pays aux instances internationales et régionales chargées du suivi des questions des Droits Humainset d’apprécier les avancées et les défis du Cameroun dans le domaine des Droits Humains en général et spécialement les Droits des personnes LGBTI associés au VIH/Sida. .

Concernant le plan national, la plateforme/l’observatoire entend mener des actions de sensibilisation et plaider en collaboration avec la CNDHL,les décideurs publics et les autres acteurs de la société civile embrassant des thématiques diverses (droits des enfants, des femmes, des personnes handicapées, lutte contre la torture, soutien aux femmes vulnérables etc.) pour une avancé majeure de la cause LGBTI.

Sur le plan régional, renforcer la collaboration avec des organismes tels que la CADHP, l’UA, Dialoguai, AMSHER, le Conseil Régional en Droits humains de l’ONUSIDA pour l’Afrique de l’Ouest et du Centre et le REDHAC.

S’agissant du plan international, améliorer les rapports avec les ambassades, les organisations internationales telles que Amnesty International,ONU,Human Right Watch,FIDH, Sidaction et bien d’autres.

Puisse le lecteur trouver dans le présent Rapport,une vision du travail qu’entreprendra la plateforme/Observatoire au cours de son existence en vue de promouvoir et de protéger les Droits Humains au Cameroun.

**Jean Jacques DISSOKE
Rapporteur National de l’Observatoire**

11

RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS PHASE PILOTE DE L’OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS

Février 2017

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr

Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



III- INTRODUCTION GENERALE

Ces dernières années, à travers le monde les hommes et les femmes quelque soit leurs origines revendiquent le respect de divers droits à l'instar du droit à la vie, droit à l'éducation, droit à la santé, etc. Si la reconnaissance de ces droits pour la plupart est acquise et s'ils sont ouvertement défendus lorsqu'une communauté, un groupe, les estime bafoués, il en existe qui, à la simple évocation suscitent le déni des droits avec des réactions diverses allant de la stigmatisation à l'assassinat en passant par le rejet familial et/ou communautaire. C'est le cas des personnes dont l'orientation sexuelle les porte vers une personne du même sexe. En Afrique et par conséquent au Cameroun où la société est encore profondément ancrée dans des vertus traditionnelles, on constate à l'égard des personnes LGBTI, une nette intensification des violences qui revêtent des agressions violentes sous forme d'insultes, de discours de haine, d'agressions physiques, de passage à tabac, de tortures, d'enlèvements et même d'assassinat ciblés (*Cas ERIC OHENA en 2013*).

Dans le même sillage, on note l'existence des lois pénales discriminatoires, souvent utilisées pour harceler et réprimer les LGBTI (lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexué), notamment des lois pénalisant les relations homosexuelles entre adultes consentants, en violation des droits à la vie privée et à l'anonymat discrimination. D'ailleurs au Cameroun, l'article 347(1) du Code pénal 2016 prévoit un emprisonnement de six mois à cinq ans d'emprisonnement et une amende de 20. 000 à 200.000 francs pour toute personne qui a des rapports sexuels avec une personne de son sexe. La loi de 2010 sur la cyber sécurité et la cybercriminalité dans son Article 83.- (1) Est puni d'un emprisonnement d'un (01) à deux (02) ans et d'une amende de 500.000 (cinq cent mille) à 1.000.000 (un million) ou de l'une de ces deux peines seulement, celui qui par voie de communications électroniques, fait des propositions sexuelles à une personne de son sexe. (2) Les peines prévues à l'alinéa 1 ci-dessus, sont doublées lorsque les propositions ont été suivies de rapports sexuels.

Même si les droits des personnes LGBTI sont généralement protégés au moyen d'instruments juridiques internationaux, la violence reste extrêmement préoccupante, qu'elle s'exerce dans le cadre du lieu de travail, de l'école, du domicile familial, des centres de détention ou encore de l'hôpital. L'identité de genre et l'orientation sexuelle continuent de servir de justifications à de graves violations des droits humains à travers le Cameroun. Les personnes LGBTI forment un groupe vulnérable et demeurent les victimes de persécutions, de discriminations et de mauvais traitements flagrants, qui passent souvent par des formes extrêmes de violence. Dans plusieurs pays, les relations sexuelles entre adultes consentants du même sexe sont considérées comme un crime passible d'une peine d'emprisonnement ou de la peine de mort.

Pour faire face à cette situation, à l'initiative de la CAMFAIDS,²⁰ 20 Organisations identitaires venues de différentes régions du Cameroun ont décidé de commun accord de la création d'une plate forme dénommée « *Unity* ». Parmi les activités de cette plateforme,

12

RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS

Février 2017

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidssetdroitshumains@yahoo.fr

Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



figure en bonne place l'Observatoire National des Droits des Personnes LGBTI et de leurs Défenseurs.

Le présent rapport publie les résultats de la phase pilote dudit Observatoire durant la période allant de Septembre 2016 à Février 2017 dans les régions de Yaoundé, Douala, Kribi, Bertoua, Bafoussam et Garoua.

La méthodologie de l'élaboration de ce rapport a consisté à la collecte des données auprès des administrations publiques, des structures privées, des ONG et OSC intéressées ou concernées par les indicateurs de réalisation des Droits des personnes LGBTI. Les données ainsi collectées ont été exploitées par la base centrale de l'Observatoire National des Droits des Personnes LGBTI et de leurs Défenseurs et le projet de Rapport a été validé par les organisations parties prenantes de la plateforme.

Points focaux dans la phase pilote :

REGIONS	ORGANISATIONS
Yaoundé	<ul style="list-style-type: none">- CAMFAIDS- CERLUDHUS- TRESOR - PROGRES- LADYS COOPORATION
Douala	<ul style="list-style-type: none">- ELLES- ALCONDOMS
Bafoussam	<ul style="list-style-type: none">- COLIBRI- AVENIR JEUNES DE L'OUEST
Kribi	<ul style="list-style-type: none">- ACODEVO
Bertoua	<ul style="list-style-type: none">- AAH
Garoua	<ul style="list-style-type: none">- JEUNES SOLIDAIRES DE GAROUA



IV- PRESENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Dé coulant de la journée commémorative de lutte contre les violences faites aux défenseurs des personnes LGBTI célébrée chaque 15 Juillet par la CAMFAIDS en association avec toutes les organisations de défense des droits humains du Cameroun, cette initiative nait du fait des multiples violations des droits humains et à l'homophobie généralisée contre les personnes LGBTI et leurs défenseurs. Il a donc paru important de marquer un temps de réflexion en symbiose avec toutes les **associations de défense des droits de l'Homme du Cameroun** sur les conséquences des violences et violations liées à la différence.

C'est dans cette lancée que la plateforme **UNITY** a été créée du 19 au 21 Octobre 2016 à Yaoundé, sous l'initiative de la **CameroonianFoundation for AIDS (CAMFAIDS)**. Cette création a été le fait de vingt organisations réunies en atelier dans l'optique de mutualiser leurs efforts en se regroupant en une plate-forme baptisée « **UNITY** ». Les 20 organisations sont reparties dans 7 régions sur les 10 que compte le pays et travaillent principalement sur l'accès aux soins liés au VIH pour les populations clés ainsi que la défense des droits des LGBTI. Ces organisations se sont rencontrées par la suite pour une rencontre de validation des textes statuts et règlement intérieur du 14 au 16 Décembre 2016 à Douala.

Structure de la plateforme

La plateforme se compose d'un bureau élu au scrutin uninominal à un tour le 21 Octobre 2016 en présence de nombreux invités parmi lesquels le Haut-commissaire du Canada au Cameroun, des représentants de la délégation de l'Union Européenne, des ambassades de France et des Etats-Unis, la représentante de la commission nationale des droits de l'Homme et des libertés.



La composition du bureau est la suivante:

POSTE	NOM ET PRÉNOMS	ASSOCIATIONS	CONTACTS
Président	Achille TIEDJOU	ADEFHO	josephachilletiedjou@gmail.com 699 09 86 75
Vice-président	LAMBA Lambert	CERLUDHUS	lambert74_2001@yahoo.fr 696 711 001
Porte-parole	Brice Evina	CAMFAIDS	evinachristianbrice@yahoo.fr 696 77 47 63
Secrétaire général	Emile EBONGUE	Amis du cœur	associationamisducoeur@yahoo.fr
Secrétaire général adjoint	Patrick BOGLA	ACODÉVO	boglajacques@yahoo.fr 690 58 07 46
Trésorière	Berthe AWOH	LADYS COOPORATION	awoh_a@yahoo.fr 696 43 43 81
Commissaire aux comptes	NGANGUE PEGGUY	ELLES	prince.emmanuel2012@gmail.com 693404077
Conseiller N°1	Rostand VondabTentchimou	AFFIRMATIVE ACTION	rostandbrady@gmail.com
Conseiller N°2	Maximilienne Ngo Mbe	REDHAC	redhac.executifddhafricentrale@gmail.com

OBJECTIFS/MISSIONS DE LA PLATEFORME

❖ Objectif général

Contribuer à l'amélioration du cadre législatif et juridique en matière de protection des droits des personnes LGBTI et d'Assistances données aux victimes de violences et leurs défenseurs.

❖ Objectifs spécifiques

- Disposer en temps réel et de manière permanente des données sur les cas de violation des droits des personnes LGBTI et de leurs défenseurs sur l'étendue du territoire national ;
- Garantir un suivi et un encadrement judiciaire adéquats aux personnes LGBTI poursuivies sur la base de leur orientation sexuelle ;

15

RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS

Février 2017

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidssetdroitshumains@yahoo.fr

Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



- Assurer une assistance matérielle permanente aux personnes LGBTI en détention ou en danger sur l'ensemble du territoire national ;
- Mettre à la disposition des personnes LGBTI et de leurs défenseurs, des instruments et mécanismes d'aide et d'assistance aux victimes.

A- MISSIONS

Afin de parvenir à l'atteinte de ces objectifs, la plateforme fixe les missions suivantes desquelles découlent les activités de l'observatoire :

- 1- Recueillir des informations sur la situation des personnes LGBTI et leurs défenseurs sur l'étendue du territoire national ;
- 2- Réaliser des missions d'observation et d'appui judiciaire pour les personnes LGBTI et leurs défenseurs faisant l'objet de poursuite judiciaires ;
- 3- Réaliser des missions de solidarité à travers l'octroi d'une assistance matérielle aux personnes LGBTI en détention ou vivant en reclus (en danger) ;
- 4- Mener des missions de plaidoyer auprès de la communauté internationale sur des cas de harcèlement et/ou de répression des personnes LGBTI et de leurs défenseurs grâce à l'appui espéré d'autres organisations telles que : AMSHER, REDHAC, Amnesty International, etc.
- 5- Promouvoir et renforcer la connaissance des mécanismes internationaux et régionaux de protection des personnes LGBTI et des défenseurs de leurs droits lors des campagnes d'information, d'éducation et de sensibilisation auprès des personnes LGBTI et de leurs défenseurs

B- ACTIVITES DE L'OBSERVATOIRE

- Production annuelle d'un rapport portant sur une analyse du cadre juridique du statut des personnes LGBTI au Cameroun, des statistiques sur les cas et types de violation documentés par régions, la nature des interventions menées par les membres de la plateforme, le suivi des personnes LGBTI en prison, etc. les conclusions de ce rapport serviront de base pour la construction des actions de plaidoyer en faveur des personnes LGBTI ainsi que des défenseurs de leurs droits,
- Assistance juridique au bénéfice des personnes LGBTI et de leurs défenseurs,
- Campagne de sensibilisation

L'observatoire communiquera par des moyens définis à l'avance et en temps réel et/ou en temps opportun sur tous les cas de violation des droits des personnes LGBTI documentés auprès des membres de la plateforme (points focaux).



C- FONCTIONNEMENT & STRATEGIE DE DEPLOIEMENT DE L'OBSERVATOIRE

✓ Fonctionnement

De manière unanime, les associations de la plateforme ont décidé que la Coordination de l'observatoire sera assurée par CAMFAIDS. Cette coordination est organisée de la manière suivante ;

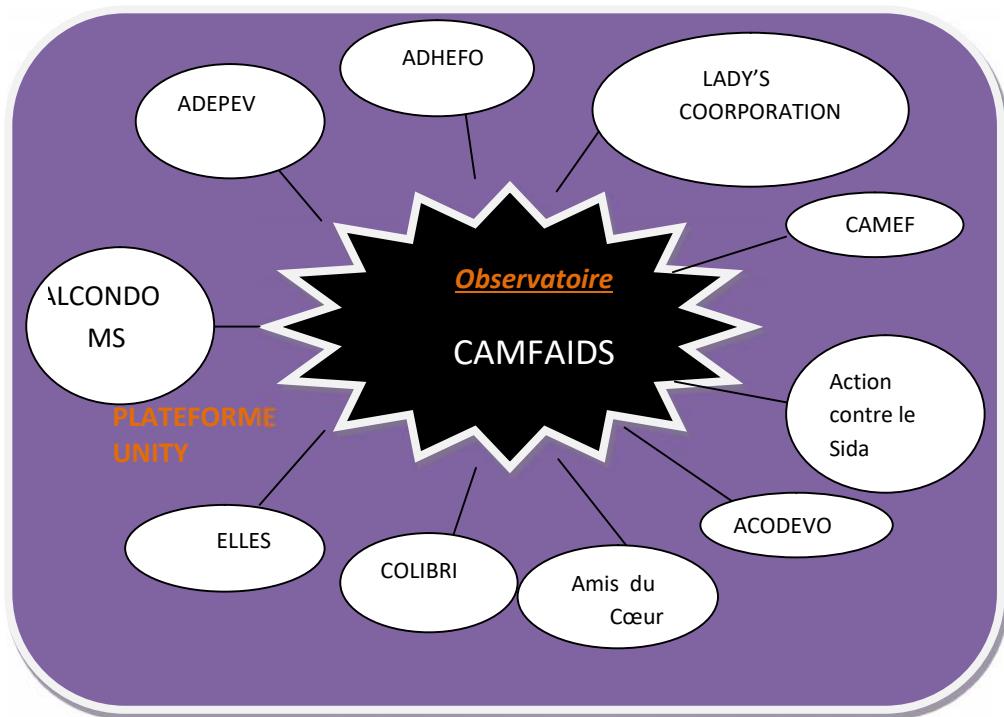
- 01 Coordinateur général responsable des procédures de suivi des cas de protection et du service d'assistance juridique, judiciaire et matérielle
- 01 Rapporteur Général principalement chargé de la compilation des données ainsi que de la rédaction des rapports
- 01 Responsable Administratif et Financier chargé de la gestion administrative et financière ;
- 01 Chargé de programmes responsables de l'étude des cas et du référencement

✓ Stratégie de déploiement

La stratégie de déploiement de l'observatoire sera définie chaque année à travers un plan d'action bien élaborée. Les activités de l'observatoire consistent en de sessions de formation, actions de lobbying et plaidoyer, actions de soutien et d'assistance aux victimes, etc. Aussi, une Charte pour le bon fonctionnement de la plateforme a été adoptée avec pour vision : « ***Le Respect et la Protection des Droits Humains pour Tous et Partout*** ».

Pour marquer cette initiative les associations, défenseurs des droits des personnes LGBTI ont décidé de la mise sur pied de la plateforme « ***Unity*** », qui marque une étape importante dans sa dynamique de déploiement sur l'ensemble du triangle national.

✓ Schéma fonctionnel de l'observatoire



Dans son schéma fonctionnel et rappelant les objectifs et missions de l'observatoire et notamment ceux de protection des droits des personnes LGBTI et de leurs défenseurs au sein de la plateforme « *Unity* », les associations collectent l'information sur le terrain en lien avec des cas de violation des droits des personnes LGBTI. Ces informations sont documentées puis acheminées vers la coordination de l'observatoire (CAMFAIDS). Le Chargé de programmes au niveau de l'observatoire réceptionne et évalue les dossiers qu'il transmet au Coordinateur de l'observatoire qui après avis, va transmettre lesdits dossiers aux cabinets d'assistance juridique et judiciaire pour traitement et proposition des actions appropriées. Il se chargera par la suite du suivi et du service d'assistance pour la mise en œuvre de l'action appropriée proposée par le cabinet juriste.

Dans son développement, la coordination de l'Observatoire prendra des dispositions nécessaires pour l'acquisition d'un numéro vert, la mise en place d'un logiciel informatique de référencement immédiat des cas de violation de droits des personnes LGBTI et de leurs défenseurs.



A la fin de chaque année, l'ensemble des données collectées servira de base pour la rédaction du rapport annuel de la situation des personnes LGBTI et de leurs défenseurs au Cameroun. Ce rapport sera communiqué à tous les membres de la plateforme « *Unity* », ainsi qu'aux institutions internationales et tout autre organe défenseur des droits humains en général et de ceux des personnes LGBTI en particulier.

NB

- 1- Les coûts indispensables aux activités de l'observatoire sont consignés dans un budget proposé par CAMFAIDS et approuvé par la Plateforme en début de chaque année.
- 2- Les Associations membres de la plateforme « *Unity* » s'engagent à travers la signature d'un mémorandum d'adhésion à ladite plateforme. Elles s'engagent par ce fait même à autoriser la CAMFAIDS à agir en leur nom dans le cadre des règlements et suivi des procédures engagées par l'observatoire. Il est toute fois important de rappeler que l'adhésion d'une organisation à la plateforme n'entame en rien son autonomie en tant qu'association.

Associations membres de la plateforme UNITY

N°	ASSOCIATIONS	LOCALISATIONS	PERSONNES RESSOURCES	CONTACTS
1	CAMFAIDS	Yaoundé	J J DISSOKE	Camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr 656120745
2	AFFIRMATIVE ACTION	Yaoundé	Serges YOTTA	Action_affirmative@yahoo.fr 694 75 22 08
3	TRESOR-PROGRES	Yaoundé	Ange OLINGA	tresor_progres@yahoo.com 694 55 29 03 697 61 66 91
4	ADEPEV	Yaoundé	NGONO Honoré	adepev@yahoo.com 699 73 77 75
5	CERLUDHUS	Yaoundé	LAMBA Lambert	cerludhus@yahoo.fr 696 711 001
6	LADYS COOPORATION	Yaoundé	Berthe AWOH	awoh_a@yahoo.fr 696 43 43 81
7	ENFANTS D'AFRIQUE	Yaoundé	OLOGO Thomas	enfantdafrique54@yahoo.fr 696 57 68 74
8	ALCONDOMS	Douala	Patrick FOTSO	alcondomscameroun@gmail.com 696 53 21 73
9	ADEFHO	Douala	Achille TIEDJOU	aefho-10ans@gmail.com 699 09 86 75
10	AMIS DU CŒUR	Douala	ALI	association_amisducoeur@yahoo.fr
11	COLIBRI	Bafoussam	Jean julesKAMG	colibri_002@yahoo.fr Jean_juleskamgue@yahoo.fr

19

**RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS**

Février 2017

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , [camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr](mailto:Camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr)

Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



			UE	699 74 90 12
12	AVENIRJEUNES DE L'OUEST	Bafoussam	LELE P.	Avenirjeunes 2015@yahoo.fr 695 20 37 79
13	ACTION CONTRE LE SIDA	Garoua	BOUBA MOHAMA DOU	boubamohamadou36@gmail.com 656 25 02 02
14	JEUNESSOLIDAIRES DE GAROUA	Garoua	FAKIL	hemzyf@yahoo.fr 699112231
15	ACODEVO	Kribi	Patrick BOGLA	acodevo@gmail.com 690 58 07 46
16	CAMEF	Limbe	NDOUME Isaac	Ndoumbelamar@yahoo.fr 699 33 78 64
17	AAH	Bertoua	M. Blanchard	aahcameroun@gmail.com 698482481
18	ELLES	Douala	PEGGUY M.	prince.emmanuel2012@gmail.com 693404077
19	COFENHO	Douala	MANI Marcel	Marcel_mani@yahoo.fr 699 46 30 08
20	SIDADO	Douala	Samuel NGOLE	djohngolesamuel@yahoo.fr 699 46 30 08
21	REDHAC (conseiller)	Sous- régional	Maximilienne NGO MBE	redhac.executifddhafricentrale@gmail.com

Bureau de l'Observatoire :

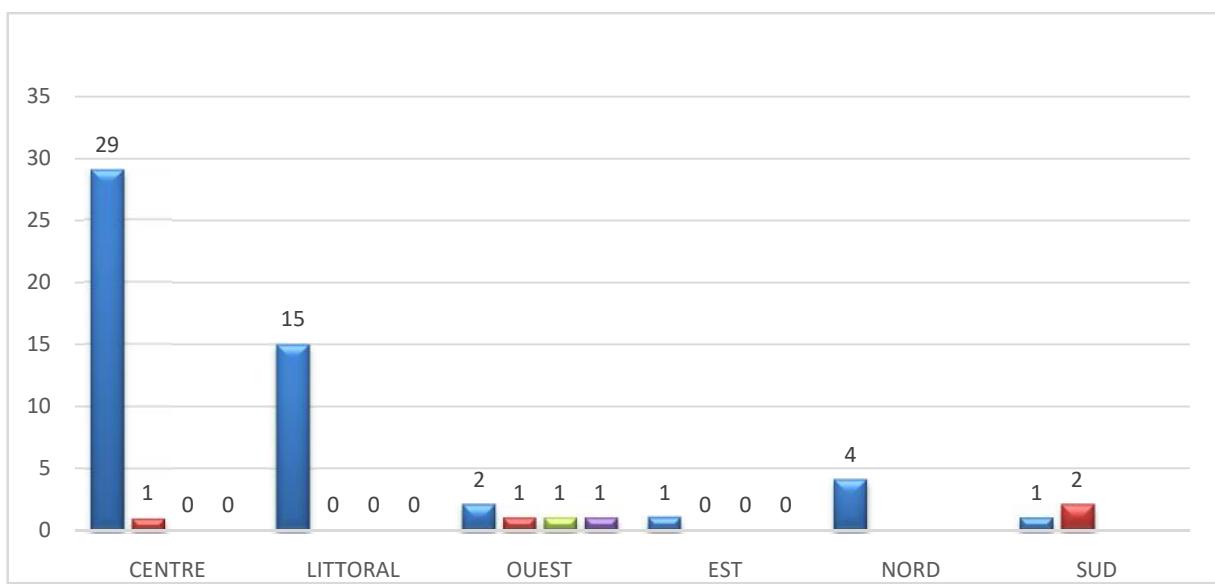
<i>Noms</i>	<i>Fonctions</i>	<i>Contacts</i>
Brice EVINA	Coordonnateur Général	237 696774763 evinachristianbrice@yahoo.fr
Jean Jacques DISSOKE	Rapporteur National	237 656120745 salamsao@rocketmail.com
Michel ENGAMA	DAF	237 697389799 engamamichel@yahoo.fr
Josué MBARGA	Chargé des programmes	237 698524014 mbargajosué@yahoo.fr

V- RAPPORT DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

A- CLASSIFICATION PAR REGION

N°	REGIONS	Villes	INDICATEURS
1	CENTRE	Yaoundé	29
		Mbandjock	01
2	LITTORAL	Douala	14
3	OUEST	Bafoussam	02
		Dschang	01
		Bandjoun	01
		Mbouda	01
4	NORD	Garoua	04
5	EST	Bertoua	01
6	SUD	Ebolowa	01
		Kribi	02

DIAGRAMME : Comparaison par région



21

RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
 PHASE PILOTE DE L'OBSEVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET
 DE LEURS DEFENSEURS
 Février 2017

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr
 Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



1- CENTRE / YAOUNDE

- Associations ayant pris part : 4

CAMFAIDS	
CERLUDHUS	
LADYS COOPORATION	
TRESOR-PROGRES	TRESOR PROGRES

- Nombre de cas enregistrés

Aux cours de cette période, 30 cas ont été enregistrés dans la ville de Yaoundé par quatre associations ayant pris part à cette phase pilote.

N°	NOMS ET PRENOMS	NATURE DE LA VIOLENCE	DATES ET LIEUX	NATURE DE L'ASSISTANCE DEROULEE	SITUATIONS ACTUELLES
01	James 24 ans	Diffamation (homosexualité)	Septembre 2016	Dépôt de la plainte par l'avocat et suivi juridique	Sieur James a eu gain de cause et vit paisiblement
02	Franck 20 ans	Accusé de Harcèlement sexuel (homosexuel)	27 Aout 2016 Se trouve à la Prison centrale de Yaoundé	Instruction du dossier par l'avocat Assistance psycho sociale	Le présumé se trouve actuellement à la prison centrale de Yaoundé
03	Fabrice	Chantage (homosexualité)	22 septembre, EFOULAN	Conseils juridiques et médiation	Sieur Fabrice vit en toute sérénité
04	ESTHER 19 ans	TENTATIVE DE VIOL à BANDJOCK	Mars 2016, BANDJOCK	Conseils juridiques et psychologique	Dame ESTHER vit en toute sérénité
05	Christian 19 ans	Menaces physiques basées sur son orientation sexuelle	28 septembre 2016, ESSOS	Instruction et dépôt d'une plainte	L'affaire reste pendante mais la victime vit sereinement
06	YAK	Arrestation arbitraire basée	6 septembre 2016	Descente sur les lieux	Sieur YAK a été libéré



	20 ans	sur l'orientation sexuelle et torture	ESSOS	Plainte contre les auteurs de cette violation	mais actuellement souffre d'une hernie et d'un traumatisme
07	STEPHANE 20 ans	Arrestation arbitraire basée sur l'orientation sexuelle et torture	6 septembre 2016 ESSOS	Descente sur les lieux Plainte contre les auteurs de cette violation	Sieur STEPHANE a été libéré mais actuellement souffre d'une hernie et d'un traumatisme
08	Émilien	Arrestation arbitraire basée sur l'orientation sexuelle et torture	6 septembre 2016 ESSOS	Descente sur les lieux Plainte contre les auteurs de cette violation	Sieur Emilien a été libéré mais actuellement souffre d'une hernie et d'un traumatisme
09	NOAH 24 ans	Homosexualité	Septembre 2014 PRISON CENTRALE DE YAOUNDE	Assistance juridique et psychosociale	Le présumé se trouve actuellement à la prison centrale de Yaoundé
10	Jean 23 ans	Arnaque par sieur EKOBO	07 Octobre 2016 EFOULAN	Instruction et dépôt d'une plainte contre sieur EKOBO	La victime se trouve actuellement dans un climat froid avec sa famille car son orientation sexuelle a été révélée
11	Albert	Homosexualité	Aout 2015 PRISON CENTRALE DE YAOUNDE	Assistance juridique et psychosociale	Le présumé se trouve actuellement à la prison centrale de Yaoundé
12	NJO et BRONDON	Homosexualité	Mars 2016 PRISON CENTRALE DE YAOUNDE	Assistance juridique et psychosociale	Les présumés se trouvent actuellement à la prison centrale de Yaoundé
13	Serges, TAL, MBA Christophe	Homosexualité	Novembre 2015 PRISON CENTRALE DE YAOUNDE	Assistance juridique et psychosociale	Les présumés se trouvent actuellement à la prison centrale de Yaoundé
14	Éric , 30 ans	Homosexualité	Avril 2016 PRISON CENTRALE DE	Assistance juridique et psychosociale	Le présumé se trouve actuellement à la prison

23

**RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS
Février 2017**

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr
Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



			YAOUNDE		centrale de Yaoundé
15	Pierre et Christian	Homosexualité	Juin 2016 PRISON CENTRALE DE YAOUNDE	Assistance juridique et psychosociale	Les présumés se trouvent actuellement à la prison centrale de Yaoundé
16	Anthony, 36 ans	Homosexualité	Yaoundé,NKOLMESSEN G, 11 janvier 2017	X	Arrangement à l'amiable
17	Steve 30 ans 698176774	Arrestation arbitraire Etudiant 3 ^{ème} année menuiserie	Ekounou 2 chevaux 18 Novembre 2016	Intervention de LAMBA Lambert de CERLUDHUS	La victime a été libérée après avoir été contraint à payer la somme de 100.000FCFA
18	Armelle FSF, Activiste, 28 ans	Viol correctif par un inconnu dans le taxi	12 Novembre 2016 Agression Yaoundé - Omnisport	Assistance morale et physique	La victime est encore sous le choc mais tient à se remettre progressivement
19	JP et 11 autres codétenus « cas des 12 »	Arrestation arbitraire dans un domicile privé	Emombo – Yaoundé 1 ^{er} Decembre 2016	Intervention des représentants associatifs et représentants diplomatiques	Les 12 victimes ont été libérées
20	JP, 50 ans Propriétaire d'un vidéo club	Chantage et menace des personnes dites autorités de force de l'ordre	Emombo -Yaoundé 1 ^{er} , 18 Janvier 2017	Conseils et assistance du responsable associatif de CERLUDHUS	La victime est pour l'instant tranquille car les appels et sms de menace se sont arrêtés
21	Petit Jean, 30 ans Inspecteur de police	Menace et Chantage de la part d'une personne qu'il a rencontré et a eu des rapports sexuels avec lui	27 Janvier 2017 Yaoundé	Assistance conseil par le responsable de CERLUDHUS	La victime est pour l'instant tranquille car les appels et sms de menace se sont arrêtés
22	Benjamin, 22 ans, bénévole à la CAMFAIDS	Rejet familial à cause de son orientation sexuelle	Yaoundé, 17 Janvier 2017	Intervention de la CAMFAIDS, assistance psychosociale	La victime vit actuellement dans le refuge de la CAMFAIDS
23	Dany, aide soignant, 50 ans, 699982313	Agression homophobe par trois anarqueurs	14 Fevrier 2017, Odza	Intervention de Cerludhusen alertant les autorités de force	La victime a été libérée avec l'appui de

24

**RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS
Février 2017**

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidssetdroitshumains@yahoo.fr
Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



				de maintien de l'ordre	Cerludhus
24	Octavie, 690228106, sans emploi	Arrestation arbitraire, Messamendongo - Yaoundé	20 Janvier 2017, Yaoundé	Intervention de Trésor Progrès et Maitre NDONGO	La victime se trouve actuellement en liberté
25	Doudou, élève, 20 ans, FSF	Yaoundé, 14 Février 2017, Discrimination dans un point chaud	14 Février 2017, Yaoundé – Melen EMIA	Intervention de ladys corporation	La victime a été protégée
26	Benjamin, 22 ans, bénévole à la CAMFAIDS	Aggression physique, injures publiques (homophobe) par 7 homophobes Carrefour Lycée Bilingue	Yaoundé, 10 Février 2017	Intervention de la CAMFAIDS, assistance sanitaire et juridique	La victime s'en est sortie avec l'aide de la CAMFAIDS et aujourd'hui vit en sécurité
27	Stéphane, 23 ans, Pair éducateur CAMFAIDS	Aggression homophobe suivie de déclaration mensongère par 4 hommes	Yaoundé – Tsinga 17 septembre 2016	La plainte a été portée au Commissariat du 10 eme contre inconnu et le présumé a arrêté	La victime a pu arrêter son commanditaire malgré le fait qu'il ne soit pas entré en possession des objets volés
28	Yanick, 32 ans Coordonnateur Cellule Genre et transgenre CAMFAIDS	Arrestation arbitraire par les gendarmes et policiers d'Ekounou (dépravation des mœurs parce que habillé en femme)	Yaoundé, Septembre 2016 Ekounou ,Emombo , Melen	Intervention des associatifs CAMFAIDS	Après maints plaidoyers, la victime a été libérée
29	Yanick, 32 ans Coordonnateur Cellule Genre et transgenre CAMFAIDS	Violence physique et verbale par les personnes transphobes	Octobre 2016 Jouvence, TAMTAM	X	La victime n'ayant pas reconnu ses agresseurs a pu s'enfuir mais aujourd'hui, vit dans la peur
30	Snack bar Alizé, la Caresse, le Mistral) à la défaveur des personnes LGBTI	Discriminations généralisées vers les personnes LGBTI dans points chauds de Yaoundé Février 2017	Yaoundé <ul style="list-style-type: none"> • Camp Sonel : ALIZE • Essos : la Caresse • Essos : Le Mistral 	X	Les personnes LGBTI sont privées de fréquenter ces lieux

Centre – Yaoundé,Cas pertinents : Février 2017

N° I : Discriminations généralisées vers les personnes LGBTI dans les points chauds de Yaoundé

Depuis le mois de novembre 2016, les autorités de force de l'ordre de la brigade de NKOLMESSENG combinées à celles du Commissariat du IVème arrondissement de la ville de Yaoundé ont entrepris de limiter l'accès aux points chauds pour les personnes LGBTI.

Tout a commencé par le Snack dancing « ALIZE » situé au camp SonelEssosqui s'est vu obligé d'afficher la note suivante de peur d'être contraint par ces forces de l'ordre de fermer définitivement ses portes : « Accès interdit aux personnes LGBTI ».Après cela , le propriétaire du Mistral (lieu de rencontre par excellence des personnes LGBTI à Yaoundé) situé tout près de la Mobil Essosa été interpellé pour le motif de participer à l'apologie de l'homosexualité et la dépravation des moeurs. Il a été contraint de signer un engagement limitant ainsi l'accès aux personnes LGBTI dans son établissement sous peine de poursuites judiciaires.

Enfin, l'établissement « la Caresse » situé entre la chapelle Essos et la mobil Essos à son tour, a signé des engagements allant dans le même sens avec la brigade de Nkolmesseng (interdisant les fréquentations des personnes LGBTI).



Établissement ALIZE, Camp Sonel ESSOS - Yaoundé

A la suite de ces actes de discrimination , un atelier de plaidoyer envers les autorités administratives (forces de maintien de l'ordre , gardiens de prison , hommes de media , prestataires de santé ,avocats, magistrats , chefs de quartier et acteurs de la société civile) a été organisé par la

CAMFAIDS afin de booster un changement de politiques discriminantes au bénéfice des personnes LGBTI dans la société camerounaise.



Atelier de plaidoyer/ Photo de famille

N°II : Arrestation arbitraire et actes de torture

Le 2 Septembre 2016 aux environs de minuit, les nommés Stéphane, Émilien et EP, danseurs dans un cabaret « Mistral » ont été interpellés par les gendarmes de la brigade de NKOMESSENG qui leurs ont par la suite demandé des pots de vin. Refus se faisant ressentir, ces gendarmes ont embarqué les trois garçons au poste de brigade où ils leurs ont torturé toute la nuit en les traitant d'homosexuel. A l'aide des gourdins, ces trois jeunes ont été lynchés au point où l'un d'eux s'en est sorti avec une hernie. les cheveux coupés à l'aide d'une lame, leurs téléphones ont été cassés après une revue minutieuse des photos et messages.

C'est par l'intervention de CAMFAIDS combinée à celle d'un Conseil que ces trois pauvres garçons ont retrouvé la liberté après avoir effectué un ménage strict et humiliant des locaux de cette gendarmerie. Une action en justice a été déroulée contre ces autorités de force

de l'ordre pour arrestation arbitraire et actes de torture, traitements cruels inhumains et dégradants mais faute de moyens financiers, elle n'a pas pu arriver à son terme.



Les trois garçons torturés

N°III : Homophobie dans le football féminin au Cameroun

Le football comme jamais, il y a environ six ans, n'a plus tant réuni le monde dans les stades et par conséquent, avait baissé l'économie du pays, désolidarisé, fragilisé le peuple camerounais, voir la grande perte et l'estime en soit du peuple camerounais,

28

**RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET
DE LEURS DEFENSEURS**

Février 2017

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr

Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



Aujourd’hui, quand son Excellence, le président de la république du Cameroun et son épouse, Chantal et Paul BIYA, retrouvent le sourire, l’union, la passion du foot, la joie, fait avec elle pour remercier ces lionnes indomptables, celles-là mêmes qui ont réussies à remplir les stades, qui ont occasionnés la réfection du pays, redonnés l’espoir, la confiance, la joie, ont valorisées tout une nation, elles ont fait oublier l’incident de Bamenda, sont une fois de plus l’objet d’insultes et de calomnies.

Pas loin du stade, les mêmes encadreurs du foot, j’y étais présente, au lieu de les encourager et promouvoir le football féminin ou encore, le football en général, se sont réunies pour détailler ce qui serait leur vie d’homosexualité juste avant le match, Afrique du Sud – Ghana. Comme-ci cela ne suffisait pas, Martinez ZOGO, journaliste ou animateur radio s’en est mêlé avec enregistrement à l’appui sans honte, avec une aisance, une large diffusion sur leur orientation sexuelle (présumée) depuis la chaîne radio qu’il anime.

Nous les footballeuses, nous avons fait grimper la côte camerounaise à l’échelon international et pendant que le monde entier a encore les yeux rivés sur ces dames, après leur brillante prestation ; reconnaissons leur mérite tout en respectant leur vie privée s’il vous plaît.

Il est tant que le côté lesbienne du football féminin qui serait un présentoir, parce que ce sont de (petits garçons !) soit ignoré. Elles ont leur droit en tant que être humain et ceci devrait être respecté.

Atteinte à la vie privée est préjudiciable. Il est également tant que ce genre d’animateur radio soit poursuivi. Mais que faire pour arranger le préjudice ???

Quel avenir pour le football féminin !

Au lieu de hisser le drapeau camerounais très haut, il restera en berne !

**Berthe AWOH NGOUME
Ancienne footballeuse
Défenseur de droits Humains
Présidente LADY'S COOP
Membre de l'Association Nationale des footballeuses du Cameroun
Trésorière générale de la plate-forme Unity**



2- Littoral – Douala

- Associations ayant pris part : 2

ELLES	
ALCONDOM	

- Nombre de cas enregistrés

Aux cours de cette période, 14 cas ont été enregistrés dans la ville de Douala par deux associations ayant pris part à cette phase pilote.

N°	NOMS ET PRENOMS	NATURE DE LA VIOLENCE	DATES ET LIEUX	NATURE DE L'ASSISTANCE DEROULEE	SITUATIONS ACTUELLES
01	JOO1/C2	Discrimination	02 Octobre 2016 à Douala - AKWA	Assistance psychosociale et relogement	JOO1/C1 a trouvé un boulot et sa vie a repris son cours
02	MF, 31 ans douala	Arrestation arbitraires	07 Octobre 2016	Assistance juridique	MF a été libérée après maintes interventions
03	LR, 26 ans douala, étudiante	Victime de Viol correctif	23 Octobre 2016 Douala	Assistance sanitaire et dépôt d'une plainte	L'enquête est toujours en cours
04	Chantal, 34 ans Douala, commerçante	Chantage de la part de sa conjointe	30 octobre 2016	Médiation	Le problème a été résolu
05	Marcelle, 33 ans Étudiante	Aggression physique	12 Novembre 2016	Intervention communautaire	Marcelle est mise hors de danger
06	Ingrid, Commerçante, 30 ans	Discrimination par la police	24 Décembre 2016, Douala	Intervention communautaire	Ingrid a été mise sous protection
07	HI OO6, instituteur, 34 ans	Chantage de la part de son épouse, Douala, New Bell	10 décembre 2016	Médiation et conseils	Le problème a été résolu, le couple a trouvé un

30

RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS Février 2017

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr
Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



					consensus
08	GR 001, 31 ans, Hôtelier	Agression physique à douala, Pont du Wouri	3 Octobre 2016	Dépôt d'une plainte	L'enquête est toujours en cours
09	BO 005, 25 ans, Étudiant	Expulsion du domicile par son bailleur à Ange Raphael	29 Novembre 2016	Relogement de la victime	Le bénéficiaire a changé de quartier
10	JE 004, Hôtelier, 30 ans	Arrestation arbitraire le 20 Novembre 2016 à DOUALA	20 Novembre 2016 MAKEPE	La victime a été contrainte à payer une somme de 300.000 FCFA ne voulant pas l'intervention d'un conseil	La victime a été libéré après contrainte de paiement par l'enquêteur
11	FR 003, 28 ans, Commerçant	DEIDO, Chantage par sa sœur ainée qui a surpris la victime en plein ébat sexuel avec son cousin	09 Novembre 2016, DEIDO	Après la demande d'une somme de 25000 FCFA par la sœur ainée, ces derniers ont pu avancer 150000fcfa. Mais ils vivent dans une peur d'un chantage continu -des conseils en l'absence d'un psychologue ont été prodiguées par les associatifs	Sieur FR , vit dans la peur et culpabilise
12	PA 002,32 ans, Étudiant	Agression physique	05 novembre 2016, Village	Dépôt d'une plainte et enquête qui ont conduit à retrouver les objets de la victime notamment son téléphone	La victime est entrée en possession de ses biens dérobés
13	ROC 009, Étudiant, 32 ans	Agression physique et verbale (homophobe)	10 Février 2017 Douala- Cité CIC	Intervention de l'association ALCONDOM	Une plainte a été déposée contre inconnu, les enquêtes sont toujours en cours
14	CHR0010, 32 ans, commerçant	Arnaque par des personnes dites homophobes	12 Février 2017, Douala	Intervention de l'association ALCONDOM	Une plainte a été déposée contre inconnu, les enquêtes sont toujours en cours



Littoral-Douala, Cas pertinents : Février 2017

N° I : Viol correctif

La jeune LR de 26 ans, étudiante à l'université de Douala a été victime d'un viol correctif le 23 Octobre 2016 aux environs de 23 heures dans son quartier alors qu'elle rentrait d'une sortie entre amie. Ayant été interpellée par deux gaillards de son quartier, elle a refusé de s'arrêter et à l'instant, les deux bourreaux se sont précipités de la distraire dans un coin obscur afin de commettre leur forfait en lui disant « *petite lesbienne, on va te traîner !* », « *c'est toi qui détournes nos petites ici au quartier* ». Cette dernière a été sauvagement violée par les deux bourreaux à tour de rôle et l'ont laissé dans un bain de sperme et de sang confondu.

Ayant alerté les défenseures de l'association **ELLES**, une assistance sanitaire (examen de première nécessité et état psychologique) a été déroulée sanctionnée par le dépôt d'une plainte contre inconnu car la victime n'a pas pu identifier ses guillotineurs.

N°II : Expulsion pour motif de fréquentation masculine excessive

Le 29 Novembre 2016, sieur B0005 âgé de 25 ans, étudiant a reçu une lettre de son bailleur pour expulsion pour motif de mauvaise fréquentation au lieu dit Ange-Raphael à Douala. Ce dernier déclare n'avoir jamais vu son locataire accompagné d'une fille, ce qui confirmerait qu'il serait homosexuel.

Suite à cela, sieur B0005 a vite fait d'interpeller l'association **ALCONDOM** car se sentant déjà en totale insécurité. Dans l'attente de changer de quartier, il a été abrité au sein du refuge « case de passage ALCONDOM » pendant un moment et une plainte a été portée contre son bailleur qui a refusé de lui retourner ses mois de bail restant.



3- Ouest - Bafoussam

- Association ayant pris part : 2

- Colibri
- Avenir Jeunes de l'Ouest

- Nombre de cas enregistrés

Aux cours de cette période, 05 cas ont été enregistrés dans la ville de Bafoussam par deux associations ayant pris part à cette phase pilote.

N°	NOMS ET PRENOMS	NATURE DE LA VIOLENCE	DATES ET LIEUX	NATURE DE L'ASSISTANCE DEROULEE	SITUATIONS ACTUELLES
01	S contre GC (47 ans, ENSEIGNANT à FOUMBAN)	Arrestation arbitraire de S (coup monté par GC)	Bafoussam 31 Décembre 2016	<p>Nous avons assisté au premier procès. Les rôles n'étant pas affichés pour des nouvelles affaires, nous avons passé toute la journée au parquet.</p> <p>Nous avons rencontré les greffiers et avons relevé le numéro du dossier.</p> <p>Me TENKAM a été rencontré et un dossier a été ouvert chez lui par les soins de la famille de S.</p>	La victime S est toujours en détention à la prison de Bafoussam
02	NY 24 ans (Jardinier), TG 22 ans (éleveur), YT 21 ans (Cuisinier) Bafoussam	Arrestation arbitraire	23janvier 2017 Bafoussam	<ol style="list-style-type: none"> 1. Négociation avec l'enquêteur et le commandant de brigade. 2. Sollicitation de Me CHE pour plaidoirie a la brigade de 	Les trois victimes ont été libérées



				gendarmerie. 3. Mobilisation des familles des victimes. 4. Sécurisation des biens des victimes	
03	MADO 1292, étudiant 698685760, 24 ans	Agression physique par un homophobe	Dschang 12 Décembre 2016	Intervention d'AJO et dépôt d'une plainte à la police pour agression	La plainte a été déposée et la victime a bénéficié des conseils pour une conduite à tenir
04	NFP, 26 ans, aide cuisinier, MSM	Arrestation arbitraire par le commissariat de sécurité publique	19 novembre 2016, Bandjoun	Intervention de défenseurs de COLIBRI	La victime a été libérée pour faute de preuve probante
05	Alex,655885772, 32 ans	Restaurateur, Chantage et arrestation arbitraire	23 Février MBOUDA	Intervention des associatifs : AJO, Observatoire et Me ALICE NKOM	La victime a été libérée

Légende :

Colibri	
Avenir Jeunes de l'Ouest	



Ouest – Bafoussam, Cas pertinent : Février 2017

N°I : arrestation arbitraire et chantage

La victime Alex, âgé de 32 ans, a été détenue au commissariat central de Dschang. En effet, Alex, résident à Mbouda, s'est rendu à Dschang dans l'après-midi du dimanche 05 février 2017, dans le but de distribuer à certains de ses amis, les billets de son anniversaire prévu dans un mois. Avant son départ, il a informé l'un de ses correspondants résidant à Dschang et avec qui il dialoguait par SMS depuis quelque mois. Il aurait eu le contact téléphonique de ce dernier par l'intermédiaire d'un ami. En début de soirée de ce dimanche, alors qu'Alex venait d'arriver, il reçoit un appel de ce dernier qui lui propose une rencontre qu'il a acceptée. Au lieu du rendez-vous, la victime s'en rend compte que la personne qu'il venait rencontrer n'était pas seul ; il était accompagné d'un ami et ensemble, ils ont proposé d'aller prendre un pot dans un bar situé non loin du commissariat central de la ville. Et c'est à cet endroit même qu'ils ont commencé à bastonner Alex et l'on ensuite trainé au poste de police. Une fois au poste, quand les gars ont évoqué le sujet « d'homosexualité », les officiers ont immédiatement gardé la victime en cellule. Le lendemain après audition et confrontation des parties, Alex a avoué qu'il est Gay sous la pression et les menaces ; le plaignant lui a proposé de signer un engagement de ne plus jamais l'appeler ou lui envoyer les messages d'amour afin qu'il retire sa plainte et la victime a exécuté en croyant qu'on devait immédiatement le relâcher, ce qui n'a pas été fait. Pendant les enquêtes, le sac d'Alex a été retenu et à l'intérieur on a repéré les billets d'invitation qui portaient tous les noms des hommes. C'est ainsi que les officiers en charge de ce dossier ont passé le téléphone de la victime au peigne fin, pour contacter et questionner toutes les personnes dont les noms figuraient simultanément sur les billets d'invitation et dans le répertoire téléphonique. Nous sommes allés lui rendre visite pour lui apporter à manger, c'est alors qu'on nous a passé à une enquête. Bien après l'enquêteur de cette affaire nous a demandé de ne plus y revenir, et que la victime n'aurait plus droit aux visites des hommes, car ces éventuels derniers seraient ses complices. Après un bref dialogue avec le détenu pendant notre visite, il nous avait fait comprendre que le commissaire lui aurait demandé une somme de 60 000 FCFA pour le libérer, sinon il devrait être déféré le vendredi 10 février matin au plus tard.

La plate forme UNITY avait été informée de la situation. Et malgré le retard et la pression, des actions avaient été entreprises pour apporter un lourd soutien juridique à la victime qui s'en est sorti sain et sauf par une libération définitive. Aucune charge n'avait été retenue contre ce dernier.

Le porte-parole de la plate forme UNITY, vaillant leader, avec l'aide de son équipe dynamique avait mis en jeu tous ses talents extraordinaires afin que la victime retrouve sa liberté sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui. La cellule Psychologique du centre

35

**RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET
DE LEURS DEFENSEURS**

Février 2017

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr

Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



AJO à travers ses Psychologues, continu le travail avec ce dernier afin de l'aider à surpasser cette traumatisante période qu'il avait vécu.

36

**RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET
DE LEURS DEFENSEURS**

Février 2017

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr

Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



4- Est – Bertoua

- Association ayant pris part : 1
- Association pour l'Assistance Humanitaire
 - Nombre de cas enregistrés

Aux cours de cette période, 01 cas a été enregistré dans la ville de Bertoua par une association ayant pris part à cette phase pilote.

N°	NOMS ET PRENOMS	NATURE DE LA VIOLENCE	DATES ET LIEUX	NATURE DE L'ASSISTANCE DEROULEE	SITUATIONS ACTUELLES
01	Henry, 22 ans, élève	Chantage et blessure	Bertoua, 27 décembre 2016	Intervention d'AAH	L'affaire a été réglée, la victime a été amenée à l'hôpital pour les soins

5- Nord - Garoua

- Association ayant pris part : 1
- Jeunes Solidaires de Garoua
 - Nombre de cas enregistrés

Aux cours de cette période, 04 cas ont été enregistrés dans la ville de Garoua par une association ayant pris part à cette phase pilote.

N°	NOMS ET PRENOMS	NATURE DE LA VIOLENCE	DATES ET LIEUX	NATURE DE L'ASSISTANCE DEROULEE	SITUATIONS ACTUELLES
01	FAFI 0882 (Arrestation de 2	Arrestation arbitraire dans un hôtel pour motif	29 Novembre 2016 Garoua	Malgré l'intervention de l'association Jeunes	Les deux victimes se trouvent actuellement



	homosexuels)	d'homosexualité Couturière 35 ans Guider Bisexuel		Solidaire de Garoua, l'affaire n'a pas trouvé une solution	à la prison de guider
02	DAGA 0280 (Arrestation de 03 transgenres) Elève, 17 ans	Élève, 17 ans Garoua Arrestation arbitraire	22 Novembre 2016 Garoua	Intervention de l'association Jeunes Solidaires de Garoua qui a pu libérer les 03 transgenres	Les victimes aujourd'hui se trouvent en pleine liberté
03	MA 9095 , 690 288 341, 21 ans	Footballeuse, menaces homophobes	Garoua 10 Décembre 2016	Assistance psychologique par JSG	La victime a été assistée psychologiquement mais se trouve toujours exposé au risque
04	MAGA O976, Commerçant Bisexuel, 31 ans Garoua	Agression physique (homophobe)	20 Novembre 2016 Garoua	La victime s'en est tiré sain mais une assistance juridique a été déroulée	Une plainte a été déposée contre les coupables



6- Sud - Kribi

- Association ayant pris part : 1

- ACODEVO

- Nombre de cas enregistrés

Aux cours de cette période, 03 cas ont été enregistrés dans la ville de Kribi par une association ayant pris part à cette phase pilote.

N°	NOMS ET PRENOMS	NATURE DE LA VIOLENCE	DATES ET LIEUX	NATURE DE L'ASSISTANCE DEROULEE	SITUATIONS ACTUELLES
01	KWKR0393(Etudiant) 21ans et LYKR0786 31ans (gérant de point chaud)	Agressions physiques et verbales homophobes dans un bar à Kribi	10 Janvier 2017 Kribi	Appels et intervention des forces de maintien de l'ordre qui ont sommé l'auteur de l'acte à dédommager les deux victimes	Les deux victimes ont été dédommagées et l'affaire s'est arrangée
02	NADO0580, CPS, 37 ans	Chantage par son bailleur Expulsion	Kribi 05 Février 2017	Médiation, assistance morale Relogement de sieur NADO	La victime a changé de cadre de travail et occupe aujourd'hui un autre entourage
03	Laurent, 30ans,69148 69 29	Pair éducateur à Affirmative Action Ebolowa , Agression physique et arrestation	27 Janvier 2017, Ebolowa	Intervention des acteurs associatifs : Cerludhus ,Camfaids , Maitre Alice MKOM	La victime se trouve actuellement en liberté



Nord – Garoua, Cas pertinent : Février 2017

N°I : arrestation arbitraire

Le 22 Novembre 2017 à 21 heures devant la boulangerie du grand marché de Garoua, 3 transgenres de sexe masculins âgés de 17 à 18 ans, tous des élèves se faisaient traînaient devant la boulangerie .le gardien de boulangerie, ayant remarqué leur différence, a aussitôt appelé la police. A l'arrivée de ces derniers, ils ont été interpellés et conduits au poste de police où ils ont été placés en garde à vue pour motif d'homosexualité.

Après trois jours passés en cellule, leurs parents ont refusé de les assister malgré tous les appels reçus à cet effet. Par la suite, l'Association Jeunes Solidaires de Garoua a été mise au courant, disposant des fonds d'urgence a entrepris des négociations car elle ne dispose d'aucun partenariat avec les cabinets d'avocat du fait que dans cette partie du pays, les autorités mettent un accent sur la tradition, le respect des mœurs et s'opposent donc à la défense des personnes accusées d'homosexualité.

Malgré toutes ces difficultés, l'Association Jeunes Solidaire de Garoua a pu faire sortir les trois victimes par des plaidoyers envers les autorités de force de maintien de l'ordre.

B- CLASSIFICATION SELON LA NATURE

Nature	Arrestation arbitraire	Agression verbale et physique et menace	Harcèlement sexuel et viol correctif	Chantage et diffamation	Condamné pour homosexualité	Rejet familial et expulsion de domicile
Indicateurs	16	15	04	09	08	03
Nature	Arnaque	Discriminations			Total	
Indicateurs	02		05		62	

Nature	Arnaque	Discriminations	Total
Indicateurs	02	05	62
Nature	Arnaque	Discriminations	Total
Indicateurs	02	05	62

40

RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS

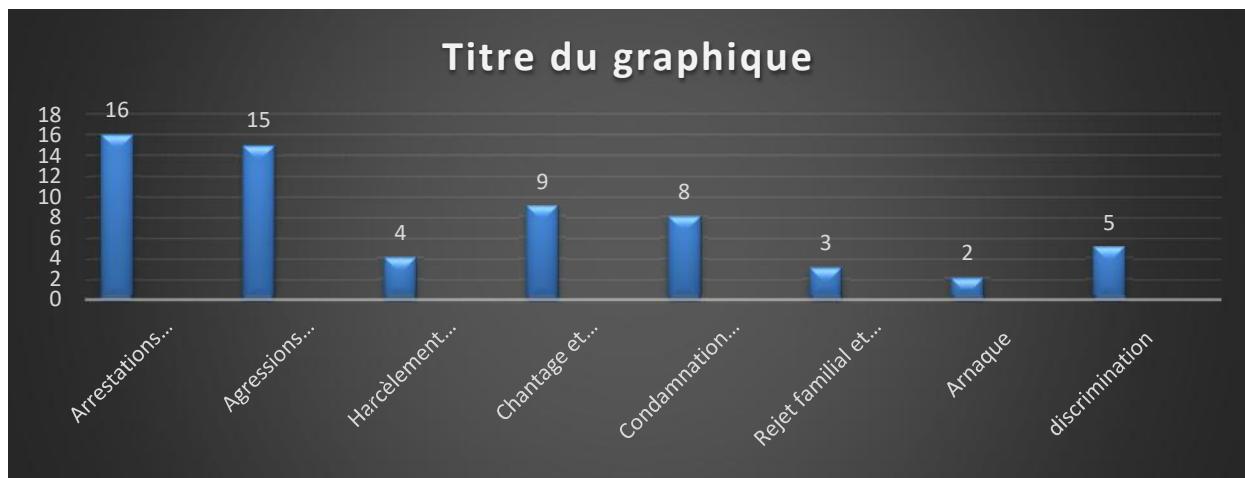
Février 2017

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr

Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63

NB :Il convient de préciser que dans le cadre de la classification des violences selon leur nature, l'indicateur reste supérieur au nombre total des cas enregistrés soit 62 violations contre 58.Ceci s'explique par le fait que, nous retrouvons des violations associées dans l'analyse des violations selon leur nature.

Diagramme : Comparaison selon la nature de l'infraction





VI- TABLEAU RECAPITULATIF DES CAS DE VIOLENCE RECENSES / Phase pilote

ASSISTANCE JURIDIQUE : Tableau récapitulatif

N°	NOMS ET PRENOMS	NATURE DE LA VIOLENCE	DATES ET LIEUX	NATURE DE L'ASSISTANCE DEROULEE	SITUATIONS ACTUELLES
01	James 24 ans	Diffamation (homosexualité)	Septembre 2016	Dépôt de la plainte par l'avocat et suivi juridique	Sieur James a eu gain de cause et vit paisiblement
02	Franck 20 ans	Accusé de Harcèlement sexuel (homosexuel)	27 Aout 2016 Se trouve à la Prison centrale de Yaoundé	Instruction du dossier par l'avocat Assistance psycho sociale	Le présumé se trouve actuellement à la prison centrale de Yaoundé
03	Fabrice	Chantage (homosexualité)	22 septembre, EFOULAN	Conseils juridiques et médiation	Sieur FA vit en toute sérénité
04	ESTHER 19 ans	tentative de viol à BANDJOCK	Mars 2016, BANDJOCK	Conseils juridiques et psychologique	Dame Esther vit en toute sérénité
05	Christian 19 ans	Menaces physiques basées sur son orientation sexuelle	28 septembre 2016, ESSOS	Instruction et dépôt d'une plainte	L'affaire reste pendante mais la victime vit sereinement
06	YAK 20 ans	Arrestation arbitraire basée sur l'orientation sexuelle et torture	6 septembre 2016 ESSOS	Descente sur les lieux Plainte contre les auteurs de cette violation	Sieur YAK a été libéré mais actuellement souffre d'une hernie et d'un traumatisme
07	STEPHANE 20 ans	Arrestation arbitraire basée sur l'orientation	6 septembre 2016 ESSOS	Descente sur les lieux Plainte contre les auteurs	Sieur STEPHANE a été libéré mais

42

RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS Février 2017

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr
Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



		sexuelle et torture		de cette violation	actuellement souffre d'une hernie et d'un traumatisme
08	Émilien	Arrestation arbitraire basée sur l'orientation sexuelle et torture	6 septembre 2016 ESSOS	Descente sur les lieux Plainte contre les auteurs de cette violation	Sieur Emilien a été libéré mais actuellement souffre d'une hernie et d'un traumatisme
09	NOAH 24 ans	Homosexualité	Septembre 2014 PRISON CENTRALE DE YAOUNDE	Assistance juridique et psychosociale	Le présumé se trouve actuellement à la prison centrale de Yaoundé
10	Jean 23 ans	Arnaque par sieur EKOBO	07 Octobre 2016 EFOULAN	Instruction et dépôt d'une plainte contre sieur EKOBO	La victime se trouve actuellement dans un climat froid avec sa famille car son orientation sexuelle a été révélée
11	MVO	Homosexualité	Aout 2015 PRISON CENTRALE DE YAOUNDE	Assistance juridique et psychosociale	Le présumé se trouve actuellement à la prison centrale de Yaoundé
12	NJO et BRONDON	Homosexualité	Mars 2016 PRISON CENTRALE DE YAOUNDE	Assistance juridique et psychosociale	Les présumés se trouvent actuellement à la prison centrale de Yaoundé
13	Serges, TAL, MBA Christophe	Homosexualité	Novembre 2015 PRISON CENTRALE DE YAOUNDE	Assistance juridique et psychosociale	Les présumés se trouvent actuellement à la prison centrale de

43

RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS
Février 2017

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr
 Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



14	Éric	Homosexualité	Avril 2016 PRISON CENTRALE DE YAOUNDE	Assistance juridique et psychosociale	Yaoundé Le présumé se trouve actuellement à la prison centrale de Yaoundé
15	Pierre et Christian	Homosexualité	Juin 2016 PRISON CENTRALE DE YAOUNDE	Assistance juridique et psychosociale	Les présumés se trouvent actuellement à la prison centrale de Yaoundé
16	Anthony, 36 ans	Homosexualité	Yaoundé, NKOLMESSENG , 11 janvier 2017	X	Arrangement à l'amiable
17	JOO1/C2	Discrimination	02 Octobre 2016 à Douala - AKWA	Assistance psychosociale et relogement	JOO1/C1 a trouvé un boulot et sa vie a repris son cours
18	MF, 31 ans douala	Arrestation arbitraires	07 Octobre 2016	Assistance juridique	MF a été libérée après maintes interventions
19	LR, 26 ans douala, étudiante	Victime de Viol correctif	23 Octobre 2016 Douala	Assistance sanitaire et dépôt d'une plainte	L'enquête est toujours en cours
20	Chantal, 34 ans Douala, commerçante	Chantage de la part de sa conjointe	30 octobre 2016	Médiation	Le problème a été résolu
21	Marcelle, 33 ans Étudiante	Aggression physique	12 Novembre 2016	Intervention communautaire	Marcelle est mise hors de danger
22	Ingrid, Commerçante, 30 ans	Discrimination par la police	24 Décembre 2016, Douala	Intervention communautaire	Ingrid a été mise sous protection
23	HI OO6, instituteur, 34 ans	Chantage de la part de son épouse, Douala, New Bell	10 décembre 2016	Médiation et conseils	Le problème a été résolu, le couple a trouvé un consensus
24	GR 001, 31 ans, Hôtelier	Aggression physique à douala, Pont du Wouri	3 Octobre 2016	Dépôt d'une plainte	L'enquête est toujours en

**RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS
Février 2017**

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr
Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



					cours
25	BO 005, 25 ans, Étudiant	Expulsion du domicile par son bailleur à Ange Raphael	29 Novembre 2016	Relogement de la victime	Le bénéficiaire a changé de quartier
26	JE 004, Hôtelier, 30 ans	Arrestation arbitraire le 20 Novembre 2016 à DOUALA	20 Novembre 2016 MAKEPE	La victime a été contrainte à payer une somme de 300.000 FCFA ne voulant pas l'intervention d'un conseil	La victime a été libéré après contrainte de paiement par l'enquêteur
27	FR 003, 28 ans, Commerçant	DEIDO, Chantage par sa sœur ainée qui a surpris la victime en plein ébat sexuel avec son cousin	09 Novembre 2016, DEIDO	Après la demande d'une somme de 25000 FCFA par la sœur ainée, ces derniers ont pu avancer 150000fcfa. Mais ils vivent dans une peur d'un chantage continu -des conseils en l'absence d'un psychologue ont été prodiguées par les associatifs	Sieur FR , vit dans la peur et culpabilise
28	PA 002,32 ans, Étudiant	Agression physique	05 novembre 2016, Village	Dépôt d'une plainte et enquête qui ont conduit à retrouver les objets de la victime notamment son téléphone	La victime est entrée en possession de ses biens dérobés
29	Footballeuses « lionnes indomptables »	Discrimination/homophobie	Décembre 2017, Yaoundé	Dénonciation par Ladys Cooporation	Procédure de plaidoyer en cours
30	FAFI 0882 (Arrestation de 2 homosexuels)	Arrestation arbitraire dans un hôtel pour motif d'homosexualité	29 Novembre 2016 Garoua	Malgré l'intervention de l'association Jeunes Solidaire de Garoua,	Les deux victimes se trouvent actuellement à la

**RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS
Février 2017**

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr
Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



	Couturière 35 ans Guider Bisexuel			l'affaire n'a pas trouvé une solution	prison de guider
31	DAGA 0280 (Arrestation de 03 transgenres) Elève, 17 ans	Élève, 17 ans Garoua Arrestation arbitraire	22 Novembre 2016 Garoua	Intervention de l'association Jeunes Solidaires de Garoua qui a pu libérer les 03 transgenres	Les victimes aujourd'hui se trouvent en pleine liberté
32	MAGA O976, Commerçant Bisexuel, 31 ans Garoua	Agression physique (homophobe)	20 Novembre 2016 Garoua	La victime s'en est tiré sain mais une assistance juridique a été déroulée	Une plainte a été déposée contre les coupables
33	Steve 30 ans	Arrestation arbitraire Etudiant 3 ^{ème} année menuiserie	Ekounou 2 chevaux 18 Novembre 2016	Intervention de LAMBA Lambert de CERLUDHUS	La victime a été libérée après avoir été contraint à payer la somme de 100.000FCFA
34	S contre GC (47 ans, ENSEIGNANT à FOUMBAN)	Arrestation arbitraire de S (coup monté par GC)	Bafoussam 31 Décembre 2016	Nous avons assisté au premier procès. Les rôles n'étant pas affichés pour des nouvelles affaires, nous avons passé toute la journée au parquet. Nous avons rencontré les greffiers et avons relevé le numéro du dossier. Me TENKAM a été rencontré et un dossier a été ouvert chez lui par les soins de la famille de S.	La victime S est toujours en détention à la prison de Bafoussam



35	NY 24 ans (Jardinier), TG 22 ans (éleveur), YT 21 ans (Cuisinier) Bafoussam	Arrestation arbitraire	23janvier 2017 Bafoussam	<p>5. Négociation avec l'enquêteur et le commandant de brigade.</p> <p>6. Sollicitation de Me CHE pour plaidoirie à la brigade de gendarmerie.</p> <p>7. Mobilisation des familles des victimes.</p> <p>8. Sécurisation des biens des victimes</p>	Les trois victimes ont été libérées
36	Armelle FSF, Activiste, 28 ans	Viol correctif par un inconnu dans le taxi	12 Novembre 2016 Agression Yaoundé - Omnisport	Assistance morale et physique	La victime est encore sous le choc mais tient à se remettre progressivement
37	JP et 11 autres codétenus « cas des 12 »	Arrestation arbitraire dans un domicile privé	Emombo – Yaoundé 1 ^{er} Decembre 2016	Intervention des représentants associatifs et représentants diplomatiques	Les 12 victimes ont été libérés
38	JP, 50 ans Propriétaire d'un vidéo club	Chantage et menace des personnes dites autorités de force de l'ordre	Emombo -Yaoundé 1 ^{er} , 18 Janvier 2017	Conseils et assistance du responsable associatif de CERLUDHUS	La victime est pour l'instant tranquille car les appels et sms de menace se sont arrêtés



39	Petit Jean, 30 ans Inspecteur de police	Menace et Chantage de la part d'une personne qu'il a rencontré et a eu des rapports sexuels avec lui	27 Janvier 2017 Yaoundé	Assistance conseil par le responsable de CERLUDHUS	La victime est pour l'instant tranquille car les appels et sms de menace se sont arrêtés
40	KWKR0393(Etudiant) 21ans et LYKR0786 31ans (gérant de point chaud)	Agressions physiques et verbales homophobes dans un bar à Kribi	10 Janvier 2017 Kribi	Appels et intervention des forces de maintien de l'ordre qui ont sommé l'auteur de l'acte à dédommager les deux victimes	Les deux victimes ont été dédommagées et l'affaire s'est arrangée
41	NADO0580, CPS, 37 ans	Chantage par son bailleur Expulsion	Kribi 05 Février 2017	Médiation, assistance morale Relogement de sieur NADO	La victime a changé de cadre de travail et occupe aujourd'hui un autre entourage
42	MADO 1292, étudiant 24 ans	Agression physique par un homophobe	Dschang 12 Décembre 2016	Intervention d'AJO et dépôt d'une plainte à la police pour agression	La plainte a été déposée et la victime a bénéficié des conseils pour une conduite à tenir
43	Benjamin, 22 ans, bénévole à la CAMFAIDS	Rejet familial à cause de son orientation sexuelle	Yaoundé, 17 Janvier 2017	Intervention de la CAMFAIDS, assistance psychosociale	La victime vit actuellement dans le refuge de la CAMFAIDS
44	NFP, 26 ans, aide cuisinier, MSM	Arrestation arbitraire par le commissariat de	19 novembre 2016, Bandjoun	Intervention de défenseurs de COLIBRI	La victime a été libérée pour faute de

**RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS
Février 2017**

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidssetdroitshumains@yahoo.fr
Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



		sécurité publique			preuve probante
45	Dany, aide soignant, 50 ans	Agression homophobe par trois anarqueurs	14 Fevrier 2017, Odza	Intervention de Cerludhus en alertant les autorités de force de maintien de l'ordre	La victime a été libérée avec l'appui de Cerludhus
46	Laurent, 30ans,	Pair éducateur à Affirmative Action Ebolowa , Agression physique et arrestation	27 Janvier 2017, Ebolowa	Intervention des acteurs associatifs : Cerludhus ,Camfaids , Maitre Alice MKOM	La victime se trouve actuellement en liberté
47	Octavie, , sans emploi	Arrestation arbitraire, Messamendongo - Yaoundé	20 Janvier 2017, Yaoundé	Intervention de Trésor Progrès et Maitre NDONGO	La victime se trouve actuellement en liberté
48	Doudou, élève, 20 ans, FSF	Yaoundé, 14 Février 2017, Discrimination dans un point chaud	14 Février 2017, Yaoundé – Melen EMIA	Intervention de ladys corporation	La victime a été protégée
49	Alex,, 32 ans	Restaurateur, Chantage et arrestation arbitraire	23 Février MBOUDA	Intervention des associatifs : AJO, Observatoire et Me ALICE NKOM	La victime a été libérée
50	MA 9095, 21 ans	Footballeuse, menaces homophobes	Garoua 10 Décembre 2016	Assistance psychologique par JSG	La victime a été assistée psychologiquement mais se trouve toujours exposé au risque
51	Henry, 22 ans, élève,	Chantage et blessure	Bertoua, 27 décembre 2016	Intervention d'AAH	L'affaire a été réglée, la victime a été amenée à l'hôpital pour les soins
52	Benjamin, 22 ans,	Aggression physique, injures	Yaoundé, 10 Février 2017	Intervention de la	

RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS
Février 2017

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr
 Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



	bénévole à la CAMFAIDS	publiques (homophobe) par 7 homophobes Carrefour Lycée Bilingue		CAMFAIDS, assistance sanitaire et juridique	La victime s'en est sortie avec l'aide de la CAMFAIDS et aujourd'hui vit en sécurité
53	Stéphane, 23 ans, Pair éducateur CAMFAIDS	Aggression homophobe suivie de déclaration mensongère par 4 hommes	Yaoundé – Tsinga 17 septembre 2016	La plainte a été portée au Commissariat du 10 eme contre inconnu et le présumé a arrêté	La victime a pu arrêter son commanditaire malgré le fait qu'il ne soit pas entré en possession des objets volés
54	Yanick, 32 ans Coordonnateur Cellule Genre et transgenre CAMFAIDS	Arrestation arbitraire par les gendarmes et policiers d'Ekounou (dépravation des mœurs parce que habillé en femme)	Yaoundé, Septembre 2016 Ekounou ,Emombo , Melen	Intervention des associatifs CAMFAIDS	Après maints plaidoyers, la victime a été libérée
55	Yanick, 32 ans Coordonnateur Cellule Genre et transgenre CAMFAIDS	Violence physique et verbale par les personnes transphobes	Octobre 2016 Jouvence, TAMTAM	X	La victime n'ayant pas reconnu ses agresseurs a pu s'enfuir mais aujourd'hui, vit dans la peur
56	Snack bar Alizé, la Caresse, le Mistral) à la défaveur des personnes LGBTI	Discriminations généralisées vers les personnes LGBTI dans points chauds de Yaoundé Février 2017	Yaoundé <ul style="list-style-type: none"> • Camp Sonel : ALIZE • Essos : la Caresse • Essos : Le Mistral 	X	Les personnes LGBTI sont privées de fréquenter ces lieux
57	ROC 009, Étudiant, 32 ans	Agression physique et verbale (homophobe)	10 Février 2017 Douala- Cité CIC	Intervention de l'association	Une plainte a été déposée contre

**RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS
Février 2017**

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr
Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



				ALCONDOM	inconnu, les enquêtes sont toujours en cours
58	CHR0010, 32 ans, commerçant	Arnaque par des personnes dites homophobes	12 Février 2017, Douala	Intervention de l'association ALCONDOM	Une plainte a été déposée contre inconnu, les enquêtes sont toujours en cours

51

**RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS
Février 2017**

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr
Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



ETAT DES DETENUS LGBTI A LA PRISON CENTRALE DE YAOUNDE

Nous comptons précisément pendant la rédaction de ce rapport, 07 détenus à la prison centrale de Yaoundé pour motif d'homosexualité.

N°	IDENTITES	MOTIFS	SITUATIONS
01	Franck A., 20 ans	Harcèlement sexuel (Homosexualité)	- Détentio provisoire depuis Aout 2016 - Pas d'avocat - Abandonné par sa famille
02	Noah, 24 ans	Homosexualité	- Depuis Septembre 2014 - Condamné à 3 ans de prison (il lui reste 7 mois à purger) + amende de 241000 FCFA - Abandonné par sa famille - Actuellement gravement malade
03	MBA, 18 ans, mineur	Homosexualité	- Novembre 2015 - Condamné à 2 ans de prison, il lui reste 3 mois de prison
04	MVO	Homosexualité	- Depuis Septembre 2014 - Condamné à 3 ans de prison (il lui reste 7 mois à purger) + amende de 241000 FCFA - Abandonné par sa famille et gravement malade (tuberculose)
05	NJO,	Homosexualité	- Condamné à 1 an d'emprisonnement, ayant déjà purgé 9 mois, il lui reste 3 mois - Abandonné par sa famille
06	Brondon	Homosexualité	- Condamné à 1 an d'emprisonnement, ayant déjà purgé 9 mois, il lui reste 3 mois - Abandonné par sa famille
07	Christian	Homosexualité	- Détentio provisoire depuis Juin 2016 - En délibération - Abandonné par sa famille

52

**RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS**

Février 2017

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr

Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63

VII- ANALYSE EVALUATIVE DE LA PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE

N°	DIFFICULTES	PERSPECTIVES
01	Absence de suivi des cas enregistrés d'où la non assistance des cas enregistrés	Recruter et former 10 cabinets d'avocats partenaires pour le suivi et l'assistance des cas enregistrés dans les dix régions du triangle national
02	Absence de conseil juridique partenaire pour assurer un suivi et une assistance juridique de qualité	
03	Cette phase pilote n'a pris en compte que six régions du pays parmi lesquelles : Yaoundé, Douala, Kribi, Bafoussam, Bertoua, Garoua	Etendre la veille juridique, la collecte des données et l'assistance juridique dans toutes les 10 régions du pays pour optimaliser les résultats
04	Absence de maîtrise et d'harmonisation des techniques de monitoring, reporting et documentation par les associations ayant pris part à cette phase pilote	Renforcer et harmoniser les capacités de tous les défenseurs de la plateforme (points focaux) en monitoring, reporting et documentation
05	Absence de fonds d'urgence pour les frais procéduraux inhérents au suivi juridique et à la prise en charge des détenus LGBTI	Renforcer les techniques de mobilisation de ressources financières auprès des ambassades et autres partenaires afin de disposer d'une caisse en qualité de Fonds d'Urgence
06	Absence de moyens financiers pour dérouler des missions de plaidoyer auprès des décideurs publics	Mener des missions de plaidoyer auprès des décideurs publics pour le changement de politiques discriminantes
07	Absence de matériel adéquat pour la sécurisation et la prompte transmission des données	Concevoir une application relative à la sécurisation et la transmission rapide des données partant des points focaux à la base centrale de l'Observatoire
08	Faible stratégies d'intervention des défenseurs	Renforcer les capacités d'intervention des défenseurs en cas d'abus ou violence enregistré en lien avec le plan de gestion de risques
09	Absence de plan de gestion des risques pour la sécurité des défenseurs	
10	Enquête à la seule prison centrale de Yaoundé en lien avec les détenus LGBTI	Elargir le champ d'enquête relative aux détenus LGBTI dans toutes les prisons du Cameroun

VIII- RECOMMANDATIONS :

Ce rapport final de la phase pilote de l'Observatoire National des Droits des Personnes LGBTI et de leurs Défenseurs est porté vers les institutions suivantes afin de prendre réelle conscience de la situation des personnes LGBTI au Cameroun.

N°	INSTITUTIONS	SECTEURS D'INTERVENTION
01	<ul style="list-style-type: none"> • Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés 	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion et protection des droits humains dans la société camerounaise
02	<ul style="list-style-type: none"> • Ministères 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la Justice - Ministère de la Santé - Ministère de la Communication - Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille - Ministère des Affaires Sociales
03	<ul style="list-style-type: none"> • Direction Générale de la Sureté Nationale • Gendarmerie 	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurité Nationale - Maintien de l'ordre public
04	<ul style="list-style-type: none"> • Autres 	<ul style="list-style-type: none"> - Hommes de media - Hommes d'église - Acteurs de la Société civile - Politiques et libres penseurs
05	<ul style="list-style-type: none"> • Institutions et Organisations Régionales et Internationales 	<ul style="list-style-type: none"> - Ambassades - CADHP - REDHAC - Amnesty International - FIDH



IX- CONCLUSION :

La phase pilote de l'observatoire national des droits des personnes LGBTI et de leurs défenseurs qui a vu la participation de 10 organisations de défense des droits des personnes LGBTI représentées dans 6 régions du Cameroun à l'instar de Yaoundé, Douala, Bafoussam ,Bertoua , Garoua et Kribi a été une expérience majestueuse en fructueuse.

Au cours de cette phase, nous avons enregistré 58 cas de violence et de violation faits aux personnes LGBTI. Ces chiffres tant interpellateurs que parlants démontrent à profusion la situation réelle et alarmiste à la défaveur de ces personnes rejetées, humiliées et déshonorées dans la société camerounaise que sont les personnes LGBTI.

Toujours confrontées à des circonstances de suspicion, il n'existe pas de cas avérés de flagrant délit justifiant le comportement de ces autorités de force de maintien de l'ordre qui les dévalorisent et les déshumanisent d'où les cas de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants combinés aux lois anticonstitutionnelles que sont *l'article 347 Al 1 du Code Pénal Camerounais de 2016 et l'article 83 Al 1&2 de la loi de 2010 sur la cybercriminalité et la cyber sécurité*.

Toutefois , l'on a pu relever au cours de cet exercice, la persistance des cas de détention abusive, discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, les limites dans le logement, la récurrence des atteintes à l'intégrité physique et morale et bien d'autres. Tous ces paramètres qui constituent des violences basées sur le genre.

Il convient de noter que l'occasion est donc offerte d'interpeller l'Etat du Cameroun sur le respect des droits humains en général et des personnes LGBTI en particulier qui constituent dans ce champ des personnes vulnérables d'où la **Recommandation N° 131.135** de l'Arménie lors du dernier Examen Périodique Universel 2013 « *Poursuivre les efforts de promotion et de protection des droits des enfants et des groupes vulnérables de la société.* »

L'Observatoire National des Droits des Personnes LGBTI et de leurs défenseurs met alors un point d'honneur sur l'importance d'une collaboration accrue entre les autorités de force de maintien de l'ordre, les politiques et les institutions nationales et internationales pour améliorer les capacités de résilience face aux violences basées sur le genre et pour mieux garantir le respect des droits de l'Homme en général et des personnes LGBTI en particulier sur l'ensemble du territoire camerounais.



REMERCIEMENTS

- Au **Haut-commissariat du CANADA** au Cameroun pour son soutien à travers son programme FCIL
- **AMNESTY INTERNATIONAL** qui a participé à la réalisation de cette initiative
- A Maitre **Alice NKOM « MOM »** pour son engagement et son soutien inégalable
- A Madame **MPONGO Olive** de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés pour sa disponibilité et ses conseils
- A toutes les associations membres de la plateforme « **UNITY** » pour leur sens de responsabilité et de détermination



bservatoire national

PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS

Février 2017

Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr
Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63



58

RAPPORT DES VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS
PHASE PILOTE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES DROITS DES PERSONNES LGBTI ET DE LEURS DEFENSEURS
Février 2017
Adresse électronique : plateformeunity@gmail.com , camfaidsetdroitshumains@yahoo.fr
Contacts : 237 656 12 07 45, 697 38 97 99, 696 77 47 63